

La périphérie bruxelloise se «dénéerlandise»

Le Soir - Pierre Vassart - 21 novembre 2014

La Flandre cherche la meilleure façon d'accueillir les nouveaux habitants des communes autour de Bruxelles. 63 % de ces personnes sont de nationalité étrangère.

D'ici à 2020, Bruxelles atteindra près d'1,5 million d'habitants, contre 1,2 million aujourd'hui, et alors que les Bruxellois étaient descendus sous la barre du million en 1995. Cette explosion démographique, prise à bras-le-corps par les autorités bruxelloises, préoccupe également la Flandre, et singulièrement la province du Brabant flamand et les communes périphériques de la Région capitale.

La province vient d'ailleurs de publier une étude sur les nouveaux courants d'apport de population dans la périphérie flamande, appelée à faire parler d'elle. C'est que, chargée jusqu'à présent de l'accueil des nouveaux arrivants, de l'organisation de leur parcours d'intégration (obligatoire en Flandre) et de celle des cours de langue néerlandaise qui leur sont destinés, la province du Brabant flamand perdra cette compétence au 1er janvier 2015 au bénéfice de la Région flamande. Une conséquence de la sixième réforme de l'Etat. Et la province estime donc nécessaire d'éclairer les futures autorités en la matière sur la façon d'accueillir ces nouveaux Flamands, dont 51 %... proviennent de Bruxelles.

Car Bruxelles déborde d'habitants, qui vont s'installer dans ces communes. Et il ne s'agit plus, comme une partie de la population flamande le dénonce depuis des lunes, d'une population francophone et aisée qui va chercher en périphérie un coin de verdure, menaçant ainsi, selon ces Flamands, l'intégrité linguistique du territoire – ils parlaient jusqu'ici de « francisation » de la périphérie pour désigner ce phénomène –, mais d'une population bigarrée, aux origines multiples, et qui le plus souvent parle une langue étrangère à la maison. Aujourd'hui, on ne parle d'ailleurs plus autour de Bruxelles de « francisation », mais bien de « dénéerlandisation ». Il est vrai, rappelle l'étude, que 61,6 % de la population bruxelloise est d'origine étrangère, contre environ 16,2 % dans le Brabant flamand. Mais selon le rapport, ce ne sont pas tant des Bruxellois d'origine qui vont s'installer en périphérie que de nouveaux arrivants en Belgique : 50 % d'entre les quelque 400 personnes sondées, domiciliées en périphérie depuis moins de deux ans et représentant quelque mille familles, sont en Belgique depuis moins de cinq ans.

Dans le détail, 63 % de ces personnes sont étrangères, 7 % possèdent deux nationalités dont la belge, et 29 % sont belges. Et pour aller encore plus loin, 34 % d'entre eux sont originaires d'Afrique subsaharienne, 17 % ont leurs racines au Maghreb, et 11 % sont issus d'un pays de l'Union européenne. Les sondés ont également été interrogés sur la langue qu'ils parlent à domicile. Dans 59 % des cas, il s'agit du français, l'arabe est pratiqué par 20 % des nouveaux arrivants et l'anglais par 14 % d'entre eux, alors que ceux qui parlent néerlandais ne sont que 20 %.

« Une réaction proactive »

Autre sujet de préoccupation pour la province : 53 % des enfants de ces familles inscrits dans l'enseignement primaire le sont à Bruxelles, et cette proportion monte à 83 % pour les élèves inscrits en secondaire.

« *La rapidité de l'évolution de la population et le nombre de nouveaux habitants demandent une réaction proactive de la part des politiques, services, organisations et associations* », souligne l'étude. Qui dispense à l'adresse du gouvernement flamand une série de recommandations, dont le développement d'une politique d'accueil systématique. Il conviendrait, soulignent les auteurs, d'organiser des guichets d'orientation pour ces nouveaux arrivants, mais aussi de reconnaître et de renforcer le rôle des écoles dans leur fonction d'accueil. Les écoles, ajoutent-ils, présentent l'avantage de permettre des plages de dialogue plus informelles qui permettent d'orienter les nouveaux arrivants vers les services ad hoc.

Selon l'Ibsa (l'Institut bruxellois de statistique et d'analyse), entre 2006 et 2009, derniers chiffres disponibles, le solde migratoire entre Bruxelles et le Brabant flamand s'élève à quelque 7.000 personnes par an en faveur de la province.

Ils veulent parler néerlandais

L'étude a de quoi rassurer les autorités flamandes : les nouveaux arrivants en périphérie bruxelloise expriment la volonté d'apprendre le néerlandais ou d'en perfectionner les connaissances. Cinq pour cent seulement des sondés indiquent que s'ils apprennent la langue de Vondel, c'est par pure obligation. Et s'ils sont 24 % à affirmer qu'ils doivent l'apprendre pour des raisons professionnelles contre 4 % parce qu'ils trouvent la langue « intéressante », 21 % d'entre eux souhaitent pouvoir s'exprimer plus facilement dans leurs contacts quotidiens, avec leurs voisins par exemple. Le souci d'intégration (12 %) et celui d'être en phase avec les enfants (11 %) représentent également une bonne part des motivations des nouveaux apprenants.

L'étude suggère donc de multiplier les initiatives d'apprentissage informel, et de citer une série d'initiatives déjà existantes dans les communes étudiées, tel un « Café Combinne » où l'on s'entraide... en néerlandais. Elle suggère également d'apporter un soutien aux initiatives de ce type émanant des communes elles-mêmes, et incite par ailleurs ces dernières à adopter une politique active en matière de lutte contre les discriminations, mais aussi en matière d'offre de logements de qualité et à des prix abordables, afin, en quelque sorte, de permettre aux nouveaux venus de développer un sentiment positif vis-à-vis de leur terre d'accueil.

Dans quelques semaines, la balle de l'intégration linguistique sera dans le camp du gouvernement de Geert Bourgeois (N-VA).

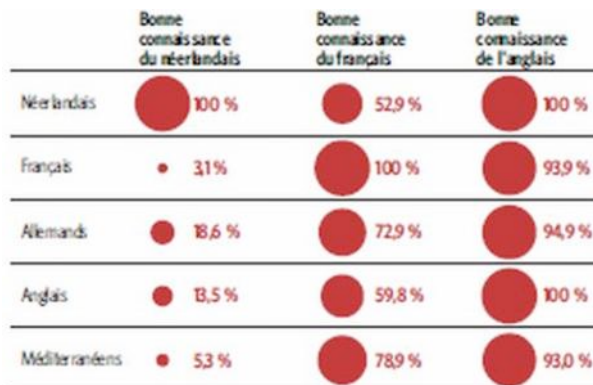
59%

C'est la proportion de familles sondées qui déclarent parler le français à la maison. A noter que 53 % des enfants issus de la totalité de l'échantillon sondé qui sont inscrits dans l'enseignement primaire le sont à Bruxelles, et que cette proportion grimpe à 83 % pour les enfants inscrits dans l'enseignement secondaire.

Les expatriés boudent le flamand

DIRK VANOVERBEKE - 03 mai 2012

Les expatriés sont libres de suivre les cours de néerlandais. Ce n'est pas leur méconnaissance de la langue de Vondel qui pose problème. La volonté d'imposer l'unilinguisme sur le sol flamand, surtout, tempère leur désir d'intégration.



Les expats boudent le néerlandais, non à cause d'une allergie à la langue de Vondel mais parce qu'ils rejettent les mesures édictées par le Nord pour imposer à tout prix l'unilinguisme flamand. Le constat n'émane pas du centre d'études des FDF mais de Rudi Janssens, professeur à la Faculté de philo et lettres de la VUB et chercheur au Brio (Brussel informatie en onderzoek centrum).

Les expatriés vivant en Belgique se concentrent en très grande majorité à Bruxelles et dans sa proche périphérie située sur le sol flamand. Ces « Bruxpats » ou eurocrates comme on les appelle aussi ont quitté leur pays pour travailler dans la capitale de l'Europe au sein d'organisations internationales, de services diplomatiques, d'entreprises dont le siège est établi à Bruxelles ou comme représentants de régions d'Europe, d'ONG, de médias... Ils sont près de 190.000 à Bruxelles, 50.000 en périphérie.

Dans un nombre croissant de pays européens, la connaissance de la langue n'est plus un droit mais une obligation pour ceux qui viennent s'y établir. C'est surtout le cas dans les pays qui accueillent un grand nombre d'immigrés (France, Allemagne, Danemark, Grande-Bretagne et... la Flandre). En Belgique, la politique d'intégration est régionalisée. La Communauté flamande ne pratique pas une politique d'intégration mais d'« *inburgering* » (intégration civique). Les expats en sont dispensés mais sont invités à suivre librement des cours de néerlandais.

Mais manifestement, la connaissance de la langue ne constitue pas une condition suffisante à l'intégration des eurocrates sur le territoire flamand. La preuve par une enquête d'« Expat Explorer Survey » auprès de 3.000 expatriés. Lorsqu'on leur demande comment ils ressentent leur intégration dans la communauté locale, ils classent notre pays 26e sur 31. Ce qui fait dire à Rudi Janssens : « *La volonté d'imposer le néerlandais dans certaines communes de la périphérie peut générer des*

réactions négatives chez les expatriés. Notamment quand ils croisent des inscriptions “Hier spreekt men Nederlands” fleurissant dans les maisons communales de la périphérie. Cela peut surprendre ceux qui arrivent chez nous sans comprendre un mot de néerlandais », souligne Rudi Janssens. Il rappelle que les expats utilisent essentiellement le français (65,9 %) et surtout l'anglais (96,7 %) à Bruxelles comme en périphérie dans leurs relations avec leurs amis ou voisins. Contre 15,3 % d'expatriés qui maîtrisent bien le néerlandais (lire tableau).

L'étude s'interroge sur l'association négative que font les expats avec le néerlandais ou le flamand. Une des réponses rejoint celle que font souvent certains politiques du nord du pays, quand ils expliquent que la mauvaise réputation de la Flandre serait souvent colportée par les médias francophones. Plus lus et vus que les Flamands : 15,5 % des expats lisent tous les jours un quotidien francophone. Trois fois plus que ceux qui lui préfèrent un journal flamand.

Cette analyse sur les expats est un des volets d'une étude du gouvernement flamand sur l'internationalisation de Bruxelles et de la périphérie. Geert Bourgeois, ministre N-VA compétent, y découvrira que les francophones ne sont pas seuls à se crispier devant la politique parfois peu empathique de la Flandre face à ses nouveaux arrivants.

Le ring vire à l'anglais

VANOVERBEKE, DIRK – 27 avril 2012

Périphérie : un rapport flamand souligne le recul du néerlandais

Le service d'études du gouvernement flamand a présenté jeudi à la Maison provinciale de Louvain son dernier rapport sur la population de la périphérie bruxelloise, son origine, sa connaissance de la langue de Vondel, son comportement électoral. Une population qui ne cesse de s'internationaliser. De virer à l'anglais. Ou au français.

Geert Bourgeois, le ministre N-VA en charge de la périphérie, a donné le coup d'envoi d'un colloque consacré à ce constat. Qu'il ne nie pas : « *Il y a vingt ans, toutes les études soulignaient la francisation et l'eurocratisation de la périphérie. Aujourd'hui, elles pointent deux nouveaux phénomènes : son internationalisation et sa sous-néerlandisation.* »

Quelques chiffres glanés dans l'étude le confirment.

- En janvier 2011, 108.000 personnes d'origine étrangère vivaient en périphérie, soit 27 % de la population totale. Elles sont issues de 114 pays différents.
- 60 % des enfants nés en 2009 en périphérie vivent dans des familles qui ne parlent pas le néerlandais à la maison.
- 28 % des élèves fréquentant les écoles néerlandophones de la périphérie ne parlent pas le néerlandais à la maison. Ils sont 64 % à Bruxelles.

– La moitié des demandeurs d'emploi en périphérie ne maîtrisent pas le néerlandais.

« L'internationalisation génère aussi une hausse des allophones : en périphérie, on parle de plus en plus de langues autres que le français et le néerlandais. Que faire pour conserver et même renforcer le caractère flamand de la périphérie ? » Geert Bourgeois n'a aucune intention de lâcher la bride : *« Si nous voulons nous entendre, il faut aussi nous comprendre : le plus simple serait de faire du néerlandais la langue de communication commune. »* Mais le ministre n'est pas naïf : *« Il faut reconnaître qu'il est très difficile de boxer (sic) contre des langues plus internationales que le néerlandais comme le français ou l'anglais. »*

Et le ministre de lancer le colloque, en invitant à s'inspirer des exemples étrangers, confrontés au même type de problèmes.

Geert Bourgeois n'a donc pas assisté au colloque et aux interventions des experts universitaires. Parmi eux, Jeroen Darquennes, spécialiste des minorités linguistiques, a notamment expliqué que l'apprentissage d'une langue était aussi une question de désir et d'envie. A des années-lumière de la contrainte. Les oreilles du ministre N-VA ont dû siffler.

COHABITATION

La proximité de la capitale est une des explications de l'exode de nombreux bruxellois, allochtones ou non. Mais l'internationalisation y attire aussi les « expats ». Dont les contacts avec la population locale, en périphérie, s'avèrent plutôt compliqués.

Selon Rudi Janssens (VUB), la Belgique est même le pays où, au dire des expats, les relations avec la population locale sont les plus difficiles d'Europe. Et de pointer les problèmes linguistiques en périphérie. (D.V.)